

La CGT lance une campagne d'information

Vendredi 1^o juillet pour recevoir la presse, François Carbou, secrétaire et les représentants de l'Union Locale étaient entourés de responsables de l'Union Départementale Frédéric Birobent et de l'Union Régionale : Roger-Pierre Lemouzy, Dolores Canezin, Philippe Moitry et Bernard Margras.

Au cours de la conférence de presse leurs différentes interventions ont brossé un tableau de la situation fort préoccupante en Couserans. La T2A (Tarification à l'activité) puis la loi Bachelot - Hôpital, Patients, Santé et Territoire-ont fragilisé l'hôpital du Couserans comme celui du Pays d'Olmes. Frédéric et Dolores ont insisté sur la dégradation actuelle et à venir des possibilités de soins dans nos hôpitaux publics. Les problèmes d'argent amènent de plus en plus de gens à ne pas se soigner, et si les accouchements à domicile sont de plus en plus nombreux c'est aussi parce que la maternité coûte cher ! Le Plan de Revitalisation a été établi ici sans aucune concertation. La CGT et tous les syndicats ont été exclus des discussions. Or, qui mieux que la CGT, à qui plus de 70 % des salariés du Couserans font confiance, peut les représenter et avancer leurs propositions.



De gauche à droite: Philippe Moitry, Frédéric Birobent, Dolores Canezin, Roger-Pierre Lemouzy, Jean-Jacques Martin, Jérôme Rivière, François Carbou et Bernard Margras.

« Nous souhaitons que les décideurs viennent au débat public que nous organisons le mardi 13 septembre à la mairie de St-Girons, ils seront invités ! ... Nous sommes une force de proposition, c'est cela qui dérange, nous faisons la démonstration que de l'argent il y en a, simplement il faut l'employer autrement ! Beaucoup de patrons des PME et PMI (Petites et Moyennes Entreprises et Industries) sont d'accord avec nos propositions : l'argent doit aller dans les territoires et non dans la poche des actionnaires des grandes entreprises. Mais on ne nous écoute pas, nous devons donc construire un rapport de force. Contrairement à ce que l'on entend parfois, la CGT a été le premier syndicat à signer des accords mais la CGT a dit non à ce qui était inacceptable. Ce qui nous conduit, c'est la réponse aux besoins

des gens... Si nous voulons être dans la gouvernance, dans les instances de décision, c'est pour porter les propositions, les exigences des salariés. Les medias n'ont pas joué leur rôle, nous avons décidé de diffuser nous-mêmes l'information. » Pour ce faire, une équipe de militants de l'UL a réalisé ce " 8 pages " avec pour titre : **« Construire des filières industrielles, développer l'emploi en Couserans, c'est possible ! »** et en préambule : **« Ainsi, il n'y aurait plus que le tourisme pour développer le bassin d'emploi de St-Girons !** Il faudrait y consacrer des sommes colossales... C'est le discours tenu par la totalité des élus et forces politiques, les pouvoirs publics.. Voilà plus de 20 ans que ce discours est avancé.... Plus généralement les politiques mises en place par nos gou-

vernants n'ont qu'un but : la casse de l'emploi public... » Les 30 lignes de la première page montrent bien les limites du « Tout tourisme », les dégâts de la désindustrialisation et donnent la position du syndicat. Suivent 6 pages d'une lecture aisée, fort bien documentées qui exposent la situation et les possibilités de développement du Couserans. La page 8 « mobilisons-nous » donne les rendez-vous de la rentrée : mardi 13 septembre à 20 h. 30, débat public à la mairie de St-Girons. Samedi 24 septembre à 10 h.30 Rassemblement et manifestation pour l'emploi suivi de débat, apéritif et grillade à partir de 12 h.30 à l'Observatoire du papier, des arts graphiques et de la communication Aristide Bergès à Lorp-Sentaraille. La semaine dernière, le Patriote a publié le texte d'une partie du document que Jean-Jacques Martin a inscrit dans le « livret de réflexion citoyenne » du Front de Gauche. Ainsi se concrétise le nécessaire relais politique des luttes syndicales. Nous sommes d'accord avec tout ce qui est dit dans cet excellent document et tenons à rappeler que le Parti Communiste n'a jamais accepté, encore moins défendu le « tout tourisme »

Robert Bareille